

Les "verts" et les pas mûrs !

Une implication des communautés locales dans l'identification et la gestion des projets de développement à travers le monde musulman ne peut qu'atténuer de façon significative le clivage existant avec l'Occident. Mais l'Occident doit d'abord reconsidérer sa vision du monde musulman. Il ne semble pas se diriger sur cette voie ; seules les bonnes consciences et les hommes de bonne volonté font cet effort.

Le Groupe de Haut Niveau des Nations Unies pour l'Alliance des Civilisations a récemment publié son rapport final, faisant état de recommandations, aussi importantes qu'ambitieuses, pour jeter les ponts d'une compréhension mutuelle afin de rapprocher les points de vue discordants entre l'Occident et le monde musulman.

Réuni sous l'impulsion du Secrétaire Général des Nations unies, Kofi Annan, le Groupe des 20 éminents membres comprend notamment l'ancien Président iranien, Seyed Mohamed Khatami, l'Archevêque Desmond Tutu et André Azoulay, Conseiller du Roi du Maroc.

Les recommandations du rapport constituent une approche holistique en vue d'alléger les inégalités mondiales et de combler le fossé qui sépare l'Occident du monde islamique. Ces recommandations incluent : l'éducation, qui contribue à diffuser une conception commune de l'humanité, l'aptitude des médias à favoriser l'éducation et l'alphabétisation et les initiatives favorisées par les pouvoirs publics à l'adresse des jeunes et d'autres groupes, les échanges internationaux à travers une participation diverse, les mesures pour relever les défis de la migration ; accomplissant ainsi les objectifs du Millennium Development Goals - «dont l'urgence peut difficilement être surestimée» et d'autres initiatives de ce type.

Je suis convaincu, qu'une implication, pleine et entière, des communautés locales dans l'identification et la gestion des projets de développement à travers le monde musulman - une approche qui est du reste en parfait harmonie avec le Millennium Development Goals ainsi qu'avec les recommandations du Groupe de l'Alliance - ne peut qu'atténuer de façon significative le clivage existant avec l'Occident.

Avant d'expliquer comment, je commencerai par avancer, tout comme le fait rapport de l'Alliance (ainsi que l'Rapport 2003 du Groupe Consultatif de Diplomatie Publique pour le monde Arabe et Islamique), que sans une solution juste du conflit israélo-palestinien, l'horrible violence en Irak et son intensification en Afghanistan, les efforts pour atténuer le clivage «sont vraisemblablement voués à ne connaître qu'un succès limité».

La participation au développement communautaire a pour effet d'impliquer les hommes et les femmes de villages et des régions avoisinantes afin de définir ensemble leurs priorités dans le cadre de projets (en matière d'éducation, de santé, de développement économique et d'environnement, etc.) et d'établir un plan d'action pour leur réalisation.

Les activités participatives sont souvent utilisées pour inciter les populations locales à s'impliquer dans l'analyse et la discussion de leurs conditions sociales propres, à partir d'un certain nombre de perspectives, comme élément du processus de prise de décision dans les projets.

Par exemple, ici, à Albuquerque au Nouveau-Mexique, un groupe de citoyens oeuvrant pour le changement social dans leur communauté ont initié un certain nombre d'activités de développement intégrant l'utilisation de techniques audio-visuelles, graphiques et de dessins. Convaincus de la nécessité pour les jeunes d'un Centre communautaire, ils ont présentement entrepris d'importantes démarches pour sa mise en œuvre.

Au Maroc, dans les montagnes du Haut Atlas, les communautés locales placent souvent parmi les éléments prioritaires du développement l'eau potable, l'irrigation et les projets consacrés aux femmes et aux jeunes. Ainsi les villages qui ont expérimenté la planification participative ont engrangé de réels bénéfices dans le cadre de projets qu'ils ont eux-mêmes mis en œuvre.

La participation au développement communautaire procède des mêmes «principes directeurs» tels qu'exprimés dans le rapport de l'Alliance : premièrement, «la pauvreté mène au désespoir» et le sentiment d'injustice et d'isolement peut, quant à lui, inciter à l'extrémisme en particulier lorsqu'il se conjugue aux revendications politiques. L'éradication de la pauvreté peut alors atténuer ces facteurs, liés à la marginalisation et à l'isolement économiques. Elle doit, en conséquence, être nécessairement poursuivie.

Partant d'une approche participative, la planification du développement local des collectivités base les projets sur des priorités formulées par la population locale elle-même, ce qui a pour effet de vaincre l'isolement. Le fait que les communautés déterminent elles-mêmes, voire s'approprient les projets, constitue un gage certain de leur succès, en générant une multitude d'avantages nouveaux, à la fois socio-économiques et environnementaux et dans des contextes très divers. Deuxièmement, l'approche participative revêt la forme d'une gouvernance



Nicolas Hulot

démocratique que l'Alliance entend encourager. «Pour réussir, les systèmes démocratiques doivent organiquement émerger de l'intérieur de la culture de chaque société, refléter les valeurs qu'elle partage et s'adapter aux besoins et intérêts des citoyens. Cela n'est cependant possible que si les gens sont libres et qu'ils ont le sentiment d'avoir le contrôle de leur destinée». Le processus participatif est une démocratie qui émerge de l'intérieur, se forgeant et grandissant avec le dialogue et l'interaction entre les membres de la communauté locale, mue par leurs besoins et intérêts propres.

Le développement participatif de la communauté est également lié aux observations formulées dans le rapport sur l'impact du système international sur les différentes nations et cultures. Il en est de même des facteurs internes qui entravent le développement des sociétés musulmanes. Nombreux sont ceux qui estiment, dit le rapport, que «le système international offre une plus grande uniformisation et homogénéisation des cultures, en plus d'une dislocation des familles et des communautés causée par l'urbanisation, la négation ou l'appropriation des modes de vie traditionnels et la dégradation de l'environnement».

Grâce à notre expérience à travers le monde nous avons appris que la prévention contre la dislocation et les effets violents et différenciés de la globalisation consiste en une diversification de la production et des revenus.

La diversification requiert de nouveaux projets de développement et un renforcement de la capacité de prise de décision de la population et des communautés, afin de leur permettre de mieux s'adapter aux changements. Les activités participatives permettent aux gens de fonder leurs décisions sur un certain nombre de perspectives et d'information, devant aboutir sur des projets de développement mûrement réfléchis et promouvant les moyens d'une meilleure satisfaction des besoins de la communauté.

Avec la planification participative, les communautés apprennent non seulement à faire face à la globalisation et à d'autres défis internationaux qui affectent leur développement, mais également à analyser les conditions de leur propre pays et à y répondre. Le rapport de l'Alliance dit que «toutes les sociétés musulmanes pourraient tirer avantage de plus de dialogue et de débat aux fins d'identifier les facteurs inhérents à leur société propre et qui constituent un frein à leur développement et à la pleine intégration des communautés politiques, économiques et intellectuelles ainsi que de générer des idées, quant aux moyens de surmonter de telles barrières».

Le développement participatif peut, à cet égard, être utile parce qu'au moment où les membres de la communauté définissent leurs projets prioritaires, ils procèdent du même coup à l'analyse des facteurs sociaux, économiques, environnementaux, historiques, techniques et institutionnels qui affectent leur vie et leurs projets potentiels.

De telles analyses et dialogues aident non seulement l'opinion publique à appréhender les barrières internes qui freinent leur développement, mais constituent également un processus de réforme démocratique autochtone permettant de les surmonter.

En favorisant l'éducation et le développement, l'approche participative permet de réaliser une Alliance de Civilisations à travers un partage des ressources. C'est ainsi que l'Alliance met l'accent sur l'éducation des droits civiques et humains, les moyens d'apprentissage et le savoir, et le bannissement des tendances à penser de façon exclusive.

À cet égard, la participation au développement communautaire ne peut que favoriser une telle éducation de communautés, en ce qu'elle leur permet de planifier et de réaliser, ensemble, les projets de développement qui répondent le mieux à leurs besoins. Le développement participatif est une simple méthodologie pratique destinée à aider les communautés à concevoir et à poursuivre un programme commun pour le développement social et pour le changement.

Si une telle approche devait être encouragée dans le monde musulman, nul doute que son effet pourrait contribuer à une véritable Alliance des Civilisations.

M. Jason Yossef Ben-Meir est Président de la High Atlas Foundation (www.highatlasfoundation.org), une ONG américaine à but non lucratif dédiée au développement de communautés rurales au Maroc. Il enseigne actuellement la sociologie à l'Université du Nouveau Mexique à Albuquerque.